

Soumission au Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage

Sur le rôle des organisations de travailleurs dans la prévention et la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage.

par le Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII), Montréal, Canada



31 mars 2024

Entre 2020 et 2022, le nombre de personnes immigrantes temporaires est passé de 1 305 206 à 2 198 679 au Canada.

Le Canada a ratifié en 1972 la convention no 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical et en 2017, la convention no 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective. Malgré ces ratifications, ces conventions ont peu ou pas d'impact positif sur le Programme des travailleurs migrants temporaires et particulièrement pour le secteur agricole.

Ce programme est conçu d'abord pour les besoins de main-d'œuvre d'employeurs au Canada.

Les médias rapportent régulièrement des récits et des concernant des travailleurs migrants temporaires dont les droits ne sont pas respectés ou qui se heurtent à des obstacles majeurs.¹

Notre soumission met l'accent sur les pratiques et les revendications des organisations de travailleurs et quelques exemples de l'apport des organisations de soutien à ces travailleurs migrants temporaires.

¹ Voici quelques exemples : <https://globalnews.ca/news/9488160/report-labour-exploitation-migrant-workers-during-pandemic/>;
<https://nbmediacoop.org/2022/12/09/health-care-for-all-kerian-burnetts-story-video/>
<https://nbmediacoop.org/2016/10/24/every-single-tomato-has-a-story-film-captures-shattered-dreams-of-migrant-workers-in-canada/>
<https://ici.radio-canada.ca/rci/en/news/2003108/hamilton-farmworker-hub-notl>
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2008522/travailleurs-migrants-temporaires-esclavage-contemporain>
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1958160/brp-mexique-salaire-reactions-boulet-rattmaq-consulat>
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2009652/demandeur-asile-jean-lemay-traite-personnes->
<https://newsinteractives.cbc.ca/longform/troubled-harvest/>

Les syndicats

Des syndicats prennent de plus en plus conscience de l'importance de reconnaître la présence et la contribution des travailleurs migrants temporaires dans les milieux de travail. Et aussi de défendre les droits de ces travailleurs.

Le Devoir du 22 novembre 2023² souligne la prise de position du syndicat des Métallos³ :

« Le plus important syndicat du secteur privé au Québec défendra les droits des travailleurs temporaires, foi de son porte-parole national. »

Dénoncer le permis de travail fermé

En décembre 2023, quatre centrales syndicales ont réitéré « leur demande d'abolir ces permis [de travail fermé] et de les remplacer par des permis de travail ouverts, sans attache sectorielle ou régionale. » Ainsi une des recommandations est de prioriser « l'immigration permanente plutôt que temporaire, afin de combler de manière définitive les besoins socioéconomiques du pays. »⁴

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) a présenté les impacts négatifs du permis de travail fermé en ces termes : « Ce type de permis précarise les travailleuses et les travailleurs et fait obstacle à leur intégration au sein même de l'entreprise qui les emploie. Le permis fermé a pour effet qu'ils n'osent peu ou pas demander de l'assistance, de l'information, des services de francisation, de la traduction ou de l'aide, de crainte d'indisposer leurs collègues et leur employeur, voire de courir le risque d'un renvoi prématuré dans leur pays d'origine. »⁵

Accès aux soins de santé

Faisant un article sur la présentation d'une étude réalisée au Québec auprès de 200 travailleurs migrants venant de 5 pays, le journal de Le Devoir soulignait : « Les travailleurs étrangers temporaires en agriculture connaissent mal le système de santé au pays, et une majorité craint de perdre son travail en raison d'un problème de santé. Plusieurs décident aussi de ne pas accéder à des soins par peur de le demander à leur employeur. »⁶ La chercheuse est engagée au Réseau des travailleuses et des travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ).

² <https://www.ledevoir.com/economie/802453/immigrants-temporaires-prochaine-bataille-metallos>

³ <https://www.metallos.org/actualites-et-medias/actualites/travailleurs-etrangers-temporaires-alerte-a-la-precarite/>

⁴ <https://ftq.qc.ca/permis-de-travail-fermes-des-centrales-syndicales-reclament-des-changements-majeurs-au-gouvernement-federal/>

⁵ Mémoire de la CSN à l'Assemblée nationale du Québec

https://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique_191891&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vlv9rjjj7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz

⁶ Mémoire de la CSN à l'Assemblée nationale du Québec

https://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique_191891&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vlv9rjjj7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz

Le soutien aux travailleuses quel que soit leur statut migratoire

En mai 2023, plusieurs organisations ont organisé un colloque sur les situations des travailleuses migrantes temporaires. Parmi celles-ci, le Centre des travailleuses et des travailleurs immigrants (IWC-CTI) qui met en lumière les situations vécues par les femmes en leur donnant la parole. Le comité femmes du IWC-CTI est très actif et permet aux femmes de trouver un espace de solidarité et de prise de parole publique et illustre leur leadership.⁷

En Ontario, l'organisme IRCNFF informe sur les diverses formes de violence⁸ dont sont ou peuvent être victimes les femmes migrantes temporaires.

En décembre 2023, la conférence internationale du RATTMAQ sur le thème Cultiver ensemble le travail décent, a rassemblé une soixantaine d'organisations du Canada et d'autres pays. Pour le RATTMAQ, les suites de cette conférence « sont à mettre en oeuvre autant au niveau de la poursuite des efforts de coalition avec les divers groupes que de l'adoption de nouvelles pratiques, revendications ou mobilisations autour de campagnes en place ou à venir. »⁹

Lors de ce colloque, un représentant d'une centrale syndicale, soit le FTQ « a souligné l'importance des organismes comme le RATTMAQ – Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec : « Vous êtes comme le canari dans la mine, attentif à déceler et prévenir des situations d'abus et de travail forcé. »¹⁰ Du point de vue de cette même centrale syndicale, personne ne doit être laissé de côté, ce qui engage le mouvement syndical à soutenir tous les travailleurs et travailleuses. Et s'assurer la collaboration entre eux.

Lors de ce colloque, dans un des ateliers, a été rappelée l'importance des associations, des groupes communautaires et des syndicats au Canada pour lever les obstacles et améliorer l'accueil et l'accompagnement des travailleurs agricoles temporaires dans les différentes communautés ou villages. Ces expériences ont permis d'adapter les services aux besoins.

Soulignons le travail d'un autre syndicat celui des TUAC qui s'impliquent depuis plus de 30 ans auprès des travailleuses et des travailleurs agricoles. Les TUAC ont entrepris au moins deux recours contre les pratiques de travail discriminatoires devant la Cour suprême du Canada à ce jour, dont celle de permettre aux travailleurs agricoles canadiens et migrants de l'Ontario de se syndiquer et de négocier collectivement.¹¹ Malheureusement, ce fut un refus de la part de la Cour suprême du Canada.

⁷ <https://iwc-cti.ca/wp-content/uploads/2023/12/CTTI-RAPPORT-ANNUUEL-2022-2023-FIXED.pdf>
Et <https://iwc-cti.ca/6844/>

⁸ <https://www.immigrantandrefugeenff.ca/violence-against-women/temporary-foreign-workers>

⁹ Bilan CULTIVER ENSEMBLE LE TRAVAIL DÉCENT, RATTMAQ, mars 2024.

¹⁰ Bilan CULTIVER ENSEMBLE LE TRAVAIL DÉCENT, RATTMAQ, mars 2024.

¹¹ https://www.tuac.ca/index.php?option=com_content&view=article&id=2340:la-cour-supreme-rend-sa-decision-sur-la-syndicalisation-des-travailleuses-et-des-travailleurs-agricoles-ce-vendredi&catid=167:directions-1118&Itemid=6&lang=fr

Le comité Fronterizo de Obrer@s, au Mexique, s'engage à améliorer « les conditions de travail et de vie des travailleurs et travailleuses des *maquilladoras* dans le nord du Mexique. En compagnie d'autres organisations, le comité lutte aussi pour une authentique représentation syndicale des travailleurs et travailleuses de ce secteur. »¹² Parce qu'il y a des « succès de certains groupes de travailleuses de maquilladoras, qui ont notamment réussi à faire des gains sur la répartition des profits et la représentativité démocratique de leurs membres », ce qui a pour effet d'améliorer les conditions de travail au Mexique afin que les personnes qui désirent migrer au Canada ou ailleurs, le fassent « librement et non pas par défauts d'autres options. »¹³

Au Guatemala, le Comité Campesino del Altiplano, le CCDA forme, informe et redonne du pouvoir aux travailleurs autochtones notamment par la dénonciation d'abus ou de la corruption. A été souligné l'importance d'exiger que les États garantissent partout le respect des droits des travailleurs migrants guatémaltèques qui soutiennent complètement l'économie du pays, dans le contexte où le budget de l'État guatémaltèque correspondrait au montant total d'argent transféré au pays par ces travailleurs. Finalement, une personne-ressource de cet organisme a souligné l'importance « de renforcer les alliances internationales et d'améliorer la coordination des groupes pour se donner une voix permettant de dénoncer conjointement les violations des droits humains et du travail dans les pays d'origine ainsi que les pays de destinations. »¹⁴

Gabriel Allahdua, ancien travailleur migrant temporaire, est engagé avec Justice 4 Migrant Workers. Il a publié son histoire.¹⁵ Soulignant l'indépendance et la combativité de cette organisation, Gabriel Allahdua a mentionné cette volonté « de laisser les travailleurs parler d'eux-mêmes, de créer des opportunités pour que les travailleurs se mobilisent eux-mêmes sur des enjeux qui les concernent, mais aussi l'ambition de faire pression sur les politiciens de tous les niveaux et d'éduquer le public canadien pour les pousser à prendre des mesures contre les lois et politiques migratoires canadiennes injustes. »¹⁶

Migrant Rights Network constitue un réseau « capable de mobiliser des milliers de personnes dans ses campagnes ou ses manifestations grâce à la diversité de ses membres en faveur des droits des migrants. La force de ce réseau repose selon lui en particulier sur sa volonté de donner de l'agentivité à plusieurs travailleurs migrants membres qui peuvent alors contrôler leur propre narratif, ce qui conduit aux campagnes les plus efficaces. »¹⁷

La servitude domestique : plus difficile à cerner

Quelques organismes soutiennent des personnes subissant ou ayant subi de la servitude dans les maisons privées au Canada. Ces cas sont les plus difficiles à identifier et la prévention

¹² Bilan CULTIVER ENSEMBLE LE TRAVAIL DÉCENT, RATTMAQ, mars 2024.

¹³ Bilan CULTIVER ENSEMBLE LE TRAVAIL DÉCENT, RATTMAQ, mars 2024.

¹⁴ Bilan CULTIVER ENSEMBLE LE TRAVAIL DÉCENT, RATTMAQ, mars 2024.

¹⁵ Gabriel Allahdua, *Harvesting Freedom, The Life of a Migrant Worker in Canada, Between the Lines*, 2023.

¹⁶ Bilan CULTIVER ENSEMBLE LE TRAVAIL DÉCENT, RATTMAQ, mars 2024.

¹⁷ Bilan CULTIVER ENSEMBLE LE TRAVAIL DÉCENT, RATTMAQ, mars 2024.

constitue un défi pour les ONG. Le Conseil canadien pour les réfugiés offre une ressource bilingue sur les formes de traite en fin du travail forcé¹⁸. Au Canada, depuis 1991, l'organisme PINAY¹⁹ soutient les femmes des Philippines qui viennent travailler comme aide familiale (domestique). Leur engagement est absolument important.

Comme plusieurs organisations, les ressources financières constituent un défi afin de continuer leur mission de rejoindre, de former, d'informer, d'accompagner, de soutenir et d'aider les victimes d'exploitation à reprendre leur vie et leur avenir en main.

¹⁸ <https://ccrweb.ca/fr/traite-travail-force>

¹⁹ <https://pinayquebec.org/> et https://www.facebook.com/pinayquebec/?locale=fr_CA